

TIARET

Le dossier des déchets inertes remis sur le tapis

Comment endiguer la prolifération des déchets inertes ? Par quels moyens peut-on contrôler les contrevenants ? Pour quelles mesures de dissuasion devons-nous opter ? En bref, de quelle manière peut-on éradiquer le phénomène ou du moins minimiser ses effets néfastes pour l'environnement. Telles sont entre autres, les interrogations auxquelles les pouvoirs publics locaux s'attellent à apporter des réponses.

Considéré tel un véritable coupe-gorge pour les autorités locales, le dossier des déchets inertes a été encore une fois remis sur le tapis pour permettre aux différents intervenants d'y trouver des

solutions pérennes, même si le phénomène a pris des dimensions alarmantes en termes de prolifération à travers différents sites de la ville, en dépit des innombrables opérations de nettoyage et de collecte opérées et pour lesquelles de gros moyens matériels ont été mobilisés.

Une sortie effectuée lundi dernier au niveau de certaines zones périphériques de Tiaret comme «Karmane», la route de Bouche kif

et la cité des 1 900 logements, a permis de faire un constat des plus effrayants eu égard au volume impressionnant de gravats et autres restes de constructions déversés impunément par des entreprises et des particuliers. Conduite par l'inspecteur général de la wilaya, la commission chargée du dossier devait plancher sur les voies et moyens à mettre en œuvre pour éradiquer le phénomène dont l'artisan n'est autre que l'homme.

La commission composée d'élus communaux et responsables des secteurs concernés (travaux publics, protection civile, forêts, CET, habitat...) témoin du constat n'a pas tergiversé en optant à l'unanimité pour le recours à des mesures de répression à l'encontre

des contrevenants qui ne trouvent jusque-là aucune difficulté à se débarrasser de leurs déchets dans les vastes étendues ceinturant la ville. Pis encore, même des terres agricoles et des poches foncières dédiées aux équipements publics ne sont pas épargnées par l'amoncellement de ces déchets polluants. Ainsi, les membres de la commission, conscients de la gravité de la chose, n'ont pas été sans proposer la désignation d'agents de surveillance tout le long des sites concernés à l'effet de signaler par le truchement d'un numéro vert les transporteurs contrevenants.

D'autres, en revanche, ont misé sur la mise en place de glissières ou encore la réalisation de tranchées évitant aux camions de s'introduire

à l'intérieur des zones non autorisées. Aussi, les propriétaires de terrains publics ou privés non construits ou carrément abandonnés devraient désormais assumer leur responsabilité en cas d'éventuels déversements de déchets.

Auparavant, le wali avait demandé aux promoteurs de se mettre de la partie en les exhortant en signe de contribution à prendre en charge l'enlèvement d'un certain tonnage de déchets pour chaque projet décroché. Quoi qu'il en soit, en vue de l'ampleur de la situation, le recours aux mesures de sanctions reste l'ultime voie pour mettre fin à ce phénomène qui ne fait qu'assombrir l'image de la cité et souiller par conséquent Dame nature.

Mourad Benameur

TIPASA

Journée d'étude sur l'après-économie pétrolière

C'est dans l'immense salle de conférences de la wilaya de Tipasa que s'est déroulée récemment une journée d'étude, sous l'auspice de la Chambre de commerce et d'industrie de Tipasa (CCI).

Placée sous l'égide de M. le ministre du Commerce et de M. le wali de Tipasa, cette journée avait pour objectif de sensibiliser les entrepreneurs, et les investisseurs sur la nécessité de réorganiser l'économie nationale hors hydrocarbures et d'associer à cette opération la petite et moyenne entreprise dans leur contribution au secteur économique dans le cadre de la substitution économique à l'économie pétrolière.

Les animateurs de cette journée d'étude étaient un panel d'économistes de renom, à l'instar des anciens ministres algériens, en l'occurrence, M. Benkhalfa Abderrahmane, l'ancien ministre des Finances, M. Bachir Mostefaï, ancien ministre, M. Lalmas Smaïl, expert économiste et le D' Farès Mesdour, universitaire et expert économique.

Il convient de préciser, en outre, qu'étaient présents à cette importante manifestation, M. Moussa Ghellaï, le wali de Tipasa, ainsi que le prési-

dent de la Chambre algérienne du commerce et de l'industrie, M. Laid Benamor, P-dg du groupe Benamor, président de la Chambre de commerce et d'industrie d'Algérie et vice-président du forum des chefs d'entreprises ; le président de l'APW de Tipasa ainsi que M. Serandi, le président du CCI de Tipasa.

Au-delà des interventions d'accueil , d'orientation et protocolaires du wali de Tipasa et du P-dg du groupe Benamor, il faut retenir aussi, les conférences tonitruantes animées par le D' Fares Mesdour, un éminent expert économique , qui a attaqué de front le mal hypothéquant les potentialités que recèle notre pays, en disant en substance : «Il y a une petite commune en Algérie qui dispose de l'une des meilleures eaux potables du monde, et qui produit du coton supérieur en qualité au coton égyptien. Cette petite ville s'appelle El Menaia, dans les Hauts-Plateaux mitoyens avec le Sud algérien, et que

peu de compatriotes semblent connaître», a harangué l'orateur.

Le D' Mesdour ajoutera à ce titre «à Boufarik, il y a des vaches qui ont un rendement en lait impressionnant ; quant à l'huile d'olive, il a été prouvé que l'huile d'olive algérienne est supérieure de 200 points par rapport à l'huile espagnole. Le prix de notre huile est de 40 dollars le litre et il a été prouvé qu'elle recèle des propriétés médicinales, notamment contre le cancer du foie», dira l'orateur.

L'expert M. Lalmas Smaïl, interviendra à son tour, en fustigeant la bureaucratie, à l'origine des blocages. «Il convient de développer des systèmes adéquats», dira l'orateur en ajoutant «on n'a pas pensé à développer une concertation sérieuse avec les opérateurs concernés. Mais avec les secteurs de l'informel, a-t-on pris aussi attache avec ce potentiel économique ?», s'insurge M. Lalmas.

Pour M. Bachir Mostefaï, ancien ministre, et expert économique, il mettra surtout l'accent sur les potentialités halieutiques et maritimes, en présentant le potentiel que recèle notre domaine maritime, où, dira-t-il, «notre pays qui a 1 200 km de côtes, dispose de 9,5 millions d'hectares qui constituent une superficie de pêche légale et 100 000 hectares, une superficie dédiée à la reproduction,

où notre pays dispose de 600 espèces marines».

M. Bachir Mostefaï citera des chiffres fabuleux «il y a 220 000 tonnes/an de stocks disponibles prêts à l'exploitation et 816 000 tonnes/an non exploitées, soit 4 kg de poissons/an/personne en moyenne pour chaque Algérien pour une norme moyenne internationale de 15,7 kg/an/personne».

Dans cet ensemble d'interventions, ce fut l'ex-ministre M. Benkhalfa, qui estime pour sa part que le problème du développement économique est ailleurs ! En affirmant «l'économie algérienne se situe à un carrefour complexe mais prometteur», en s'interrogeant «quelle destinée pour la politique publique de soutien à l'activité économique ? De quelle nouvelle opportunité pour l'économie du business local et territorial, dispose-t-on ?»

A la lumière de ces interpellations, M. Benkhalfa propose des approches révolutionnaires, notamment en disant : «Il faut contrôler la dépense publique et partant, les effets multiples sur les volumes d'affaires», l'orateur est ferme à ce propos, quand il dira «il faut le maintien des incitations, fiscales et financières pour l'investissement et le soutien à la PME».

Houari Larbi

SIDI-BEL-ABBÈS

43 ouvriers turcs et algériens victimes d'une intoxication

Dans l'après-midi de mardi dernier, la Protection civile de Sidi-Bel-Abbès a été sollicitée pour évacuer des ouvriers d'une entreprise en charge des travaux de réalisation d'un projet d'habitation AADL sis la rocade-Est de la ville qui ont été pris de sérieux malaises s'apparentant à ceux d'une intoxication. En effet, au total, 43 ouvriers dont 23 de nationalité turque et 20 Algériens ont, dans l'après-midi de mardi dernier, ressenti des malaises (maux de tête, nausées, frissons et douleurs abdominales), laissant supposer une intoxication alimentaire.

Certains ont, après leur prise en charge médicale au niveau du service infectiologie du CHU Hassani-Abdelkader, pu rejoindre leur lieu de vie alors que le reste fait l'objet d'une observation vu le sérieux de leur état. Restes de repas et eau potable font actuellement l'objet d'analyses aux fins d'une enquête qui a été aussitôt ouverte par les services de sécurité.

A. M.

TÉBESSA

Saisie de 620 comprimés psychotropes

Deux narcotrafiquants notoires ont été épinglés avant-hier, en possession de plus 600 comprimés neuroleptiques (psychotropes) par les éléments de la brigade des stupéfiants relevant de la Sûreté de la wilaya, a-t-on appris de sources sécuritaires.

Agissant sur des informations faisant état de possession et commercialisation de drogue dure dans un quartier situé au nord de la ville de Tébessa par deux individus notoirement connus dans les milieux de la drogue, les enquêteurs ont réussi en premier lieu à neutraliser un individu en possession de 20 comprimés psychotropes de marque Parcodil très dangereux. Après son audition, le mis en cause a dénoncé son associé qui a été immédiatement neutralisé après une perquisition effectuée dans son appartement sur ordre du juge. Les limiers de la police ont découvert alors plus de 600 comprimés prêts à la commercialisation, les deux narcotrafiquants, après leur mise en examen, ont été présentés et écroués, a précisé la même source.

Maâlem Hafid

GUELMA

Une famille échappe de justesse à l'intoxication mortelle au monoxyde de carbone

Une famille de cinq personnes a été hospitalisée dans la nuit de mardi à mercredi après une intoxication au monoxyde de carbone à la cité Bara-Lakhdar. Les victimes étaient presque inconscientes à l'arrivée des secours.

Les trois enfants de 7, 11 et 15 ans et leurs parents âgés de 50 et 35 ans ont été hospitalisés à l'hôpital Okbi de la ville de Guelma après avoir reçu les premiers soins à leur domicile.

Selon la cellule de communication de la Protection civile, le drame a été évité de justesse. Sitôt alertés, les éléments du poste avancé de la Protection civile de Guelma sont intervenus à 23h 56. Les cinq membres de la famille ont donc été

hospitalisés au pavillon des urgences. Un défaut du chauffage au gaz naturel serait à l'origine de l'intoxication.

A Guelma, selon les rapports communiqués à chaque fois par les services de la Protection civile, des dizaines de personnes sont victimes d'intoxication au monoxyde de carbone chaque année. Les praticiens spécialistes des structures de santé publique rappellent que les maux de tête, les nausées et les vomisse-

ments sont les symptômes qui constituent le tableau clinique de cette intoxication au monoxyde de carbone. Donc à la moindre suspicion, ils nous conseillent d'aérer, d'évacuer les lieux et d'appeler les secours.

Pour rappel, la Protection civile de Guelma a organisé, il y a quelques jours, une campagne de sensibilisation au danger du monoxyde de carbone.

Les intervenants ont insisté, notamment, sur la vérification et l'entretien systématiques, à l'entame de l'hiver, des installations de chauffage et de production d'eau chaude et des évacuations de fumée par un professionnel qualifié.

Noureddine Guergour